

EN 2017, VOTRE AVENIR EST EN JEU

Pour les classes populaires et moyennes la crise est une réalité quotidienne. Le chômage comme les inégalités explosent alors même que les profits des actionnaires et les salaires des grands patrons s'envolent. Les renoncements et les lois de régression sociale votées sous le quinquennat de François Hollande n'ont fait qu'aggraver la situation et ouvert la voie au retour d'une droite ultra-réactionnaire. Il est plus que temps de changer la donne.

En 2017, nous avons l'avenir de la France entre nos mains !

Rassembler à gauche

La droite a dorénavant son candidat : François Fillon. Son programme, mélange d'ultralibéralisme et d'ultra conservatisme, est d'une rare violence. Avec François Fillon c'est la régression sociale à tous les étages !

Pendant ce temps, le FN de Marine Le Pen continue son entreprise de manipulation. Pour lui, le problème n'est pas le banquier, c'est l'immigré, le chômeur, le pauvre. Il n'est pas du côté des salariés. Comme la droite il prône la baisse des dépenses publiques, autrement dit le recul des services publics. La France du FN est celle du repli nationaliste et de la division.

Le retrait de François Hollande est le signe de l'échec d'un quinquennat calamiteux marqué par une politique néolibérale et sécuritaire.

Manuel Valls, Emmanuel MACRON veulent reprendre le flambeau après ce renoncement. Mais qui peut oublier que c'est la politique qu'ils ont conduite ensemble qui l'empêche de se représenter. Valls et Macron ont été les deux inspireurs du quinquennat, imposant par le 49-3 la loi Macron pour l'un, la loi El Khomri pour l'autre. Leur candidature est une impasse.

La seule manière de faire face à la droite et à l'extrême droite, c'est de rassembler les Français sur un nouveau projet de gauche, de progrès social, de redressement national et de transformation de l'Europe.

Dans cette situation, le PCF a décidé de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

Pour les élections législatives, nous souhaitons aussi que le rassemblement le plus large s'effectue.

Le Front de Gauche du Pays de Morlaix s'est adressé à EELV, au PG et à France INSOUmise à la fin de mois de septembre.

Ce courrier et cette proposition ont, hélas et pour le moment, reçu un avis négatif d'EELV et de France INSOUmise.

Le PCF est toujours dans le même état d'esprit, se déclare ouvert à toute rencontre et échange pour aller vers un rassemblement.

Dans chaque circonscription, nos concitoyens ont besoin d'un(e) député(e) qui refuse l'insupportable et agisse quotidiennement pour la justice sociale, qui fasse respecter la démocratie, qui soit rebelle au libéralisme et à tous les extrémismes, qui, comme le dira fortement notre campagne, unisse pour l'humain d'abord.

Les citoyens attachés à la solidarité républicaine, constitutive du modèle social qui est le notre

Par principe, sinon lucidité, méfions-nous des vagues de sondages, qui ne disent qu'imparfaitement la photographie du moment, sans jamais prévoir ni le futur réel, ni les évolutions d'une société très éruptive par temps de crises. Néanmoins, depuis l'élection triomphale de François Fillon comme leader de la droite extrême, quelque chose dans le climat politique et social nous informe plutôt positivement sur ce que les citoyens ne veulent pas.

En moins de trois semaines, plusieurs enquêtes d'opinion le confirment : les perspectives de l'ultra-ordo-libéralisme inquiètent. Et pas qu'un peu.

- Dans un sondage Elabe, plus de 80 % se déclarent opposés à la baisse des dépenses publiques, 90 % quand il s'agit des dépenses de santé, 89 % pour les retraites ou la sécurité, 86 % pour l'éducation...
- Dans un sondage Odoxa, 61 % refusent la privatisation de La Poste.
- Dans un sondage Ifop, seulement 28 % des électeurs souhaitent que Fillon soit élu en 2017, alors que 72 % pensent qu'il a eu raison de retirer (qui le croit ?) sa proposition sur la réforme de la Sécurité sociale.
- Sans parler de cette étude réalisée par la sociologue Anne Muxel, « Generation What ? », sur les jeunes de 18 à 34 ans : 62 % affirment être prêts à « participer à un grand mouvement de révolte », tandis que 93 % clament que « c'est la finance qui dirige le monde »...

Quel est le trait commun à tous ces sondés ? Leur attachement à la solidarité républicaine, constitutive du modèle social qui est le nôtre, du moins ce qu'il en reste...

Pour le dire vite, et sans aucun excès d'optimisme, ce qui serait absurde, nous ne croyons pas au plébiscite de l'ultralibéralisme et du conservatisme le plus réactionnaire. Au nom du peuple, au nom des pauvres, au nom des sous-citoyens frappés d'indignités quotidiennes, nous croyons même tout le contraire. À savoir que les chocs successifs des politiques cul par-dessus tête, dont François Hollande fut le dernier avatar, offrent la possibilité d'un vaste débat pour l'émergence d'une République sociale, protectrice et ambitieuse.

La grande bataille des idées débute à peine. Les communistes la mèneront.

Dans le cadre de cette démarche le PCF du Pays de Morlaix porte la candidature d'Ismaël DUPONT pour les élections législatives de juin 2017

Déclaration d'Ismaël DUPONT

Conférence de presse du samedi 18 décembre

Je ne peux pas commencer cette conférence de presse sans dénoncer le fiasco de la gestion par la direction, les actionnaires, la CCI et Morlaix Communauté du dossier Tilly Sabco depuis 3 ans, avec des appels qui ont été ignorés, un manque absolu de transparence, un manque de volontarisme politique et de respect des salariés qui sont aujourd'hui 134 sur 200 à être licenciés.

Le peuple de gauche pendant 5 ans a assisté avec consternation à l'adoption à l'adoption d'une série de lois régressives sur le plan des libertés comme sur le plan économique et social. Ce quinquennat a été rythmé par des textes étrangers à tout idéal progressiste, qu'il s'agisse du TSCG (non renégociation du pacte de stabilité européen Merkel-Sarkozy et de la politique d'austérité), de l'ANI, du Pacte de Responsabilité, du CICE, des lois Macron et El Khomri, des réductions de moyens drastiques pour les collectivités, les services publics, l'Hôpital, de la hausse de la TVA et du plafonnement de l'impôt pour les plus riches, de la criminalisation du mouvement social dans un contexte d'état d'urgence normalisé, durant désormais plus longtemps que pendant la guerre d'Algérie. Des fleurons industriels ont été abandonnés, on a laissé faire les licenciements boursiers, les délocalisations.

A aucun moment, à part peut-être sur la déchéance de nationalité, Marylise Lebranchu et Gwenegon Bui ne se sont désolidarisés. Ils ont accompagné au contraire sans marquer de désapprobation publique ni de geste fort de refus cette politique de régression sociale et démocratique.

Hollande et Valls, avec leur majorité parlementaire majoritairement unie sur une politique néolibérale, même si quand ils n'ont pas eu de majorité PS sur leurs textes, ils ont fait joué à plein la monarchie présidentielle, ont clairement manifesté une volonté de remise en cause de l'Etat social, et ce conformément aux desideratas du Patronat.

Des recettes néolibérales qui n'ont instillé ni une relance de la croissance, ni une inversion de la courbe du chômage.

Aujourd'hui, les résultats de cette politique sont tragiquement éloquentes :

- 6,2 millions de chômeurs toutes catégories confondues
- 1,9 millions de travailleurs pauvres
- 20 % des Français en dessous du seuil de pauvreté.

Et politiquement, la situation est grave, extrêmement dangereuse : un recul de l'espoir, un discrédit de la gauche dans toute une partie de la population, même si les idéaux de la gauche sont encore partagés par une large partie des Français (sécurité sociale, services publics, impôt redistributif...). Une droite ultralibérale à l'offensive, plus radicale que jamais, qui promet une révolution tatchérienne et conservatrice en France. Une extrême-droite qui n'a jamais été si forte depuis la Libération et la défaite des collaborateurs d'extrême-droite.

Face à ces défis, il y a urgence à se rassembler pour prendre le pouvoir sur la finance, partager les richesses, changer l'Europe.

Nous réitérons notre appel au rassemblement de la gauche de progrès social, démocratique et écologique et sommes prêts à discuter pour une candidature commune de la gauche sur la base d'une rupture avec les politiques suivies ces cinq dernières années avec toutes les forces disponibles.

A se rassembler pour un nouveau pacte républicain, pour une France solidaire et protectrice, une République qui s'attache à la réduction des inégalités.

A se rassembler pour investir et produire autrement, pour faire face aux crises écologiques.

Comme priorités de notre mandat législatif potentiel et axes de campagne principaux, nous allons porter cinq grandes thématiques:

1/ Sortir de la monarchie présidentielle.

Redonner la primauté au Parlement, supprimer le domaine réservé du Président de la République, dissocier l'élection présidentielle et législative, supprimer le 49-3, instaurer la proportionnelle aux élections et les moyens d'une démocratie de participation citoyenne en rupture avec la culture de la délégation de pouvoir (transformation du sénat, référendums sur les grandes questions européennes, les grands projets...).

2/ Pousser la bataille pour une grande réforme fiscale.

Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité ; doublement de l'ISF ; renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, taxation à 100% au dessus des 400 000€ nets de revenus par an; suppression du CICE ; taxation des dividendes des actionnaires qui ont cru de près de 25% l'année dernière; réforme de l'impôt sur les sociétés.

3/ La défense du monde du travail.

l'abrogation de la loi travail et la mise en place d'une Sécurité Emploi-Formation ; la réécriture d'un code du travail protecteur pour les salariés où les emplois précaires (CDD, intérim) seraient marginaux; augmentation de 23% du SMIC, l'augmentation des retraites, des minima sociaux, des allocations chômage. Une politique d'investissement dans les secteurs industriels et écologiques d'avenir qui crée de l'emploi. Un encadrement des rémunérations dans les grandes entreprises (échelle de 1 à 20). Un revenu minimum garanti et un statut protecteur pour la jeunesse (18-25 ans).

4/ Produire et consommer autrement et protéger la planète.

Développer du fret ferroviaire, de la rénovation thermique des bâtiments, des circuits courts agricoles comme industriels, transition de notre modèle agricole avec un fonds de soutien aux agricultures paysannes et biologiques, aux filières relocalisées, un encadrement des marges de la grande distribution et des prix garantis aux producteurs ; service public national déconcentré de l'eau et des déchets, engagement dans la recherche sur les énergies, interdiction de l'exploitation des gaz de schiste.

5/ Construire un nouvel âge de la protection sociale et des services publics appuyée sur les principes de solidarité, d'investissement collectif pour l'avenir de notre société, de coopération.

Supprimer la tarification à l'activité, la RGPP à l'hôpital ; pôle public du médicament ; nationalisation des autoroutes ; nouvelle loi sur le handicap ; création d'un service public de l'autonomie pour les personnes âgées; abrogation des lois de libéralisation du rail, de la loi Macron ; construire une école de l'égalité.

Pour faire le choix de l'humain – Pour continuer le Front de Gauche : J'adhère au PCF

Nom :

Adresse :

Téléphone :

E-mail :

PCF Morlaix – 2 Petite Rue Callac 29600 MORLAIX